



Union africaine



Nations unies



Union européenne



DECLARATION CONJOINTE SUR LA RDC (UA, ONU, UE, OIF)

Addis-Abeba, Bruxelles, Kinshasa, New York, Paris, le 24 Septembre 2016 : L'Union Africaine (UA), les Nations Unies (ONU), l'Union européenne (UE), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) sont gravement préoccupées par les violents incidents survenus récemment à Kinshasa et ailleurs en République démocratique du Congo (RDC), où des manifestants et les forces de sécurité se sont affrontés, entraînant des pertes en vies humaines.

Les quatre organisations partenaires lancent un appel à tous les acteurs politiques de la RDC, y compris la majorité présidentielle et l'opposition politique, afin qu'ils fassent preuve de retenue dans leurs actions et déclarations et à exhorter leurs partisans à renoncer à la violence. Ils invitent également les autorités de la RDC à promouvoir et protéger les droits de l'homme et à respecter les libertés fondamentales consacrés dans la Constitution, y compris lors de manifestations publiques. Toutes les parties prenantes, y compris les fonctionnaires des institutions judiciaires et de sécurité, ont la responsabilité d'agir dans le strict respect de la loi et des droits de l'homme, et devront faire face aux conséquences de leurs actes en cas de manquement.

Tout en restant déterminées à continuer de soutenir le dialogue national en cours, les quatre organisations partenaires rappellent que seul un dialogue inclusif mené avec le plus grand nombre d'acteurs politiques ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles, conformément à la Constitution de la RDC et la résolution 2277 (2016) du Conseil de sécurité de l'ONU. Les quatre organisations partenaires demandent au gouvernement de la RDC de rester engagé dans le processus de dialogue, y compris en continuant de prendre des mesures visant à créer un climat de confiance, et elles encouragent les groupes politiques qui ne font pas partie des négociations en cours à jouer un rôle constructif en vue de contribuer à la tenue d'élections crédibles le plus tôt possible.
